

Fil d'actu du RAEMH

Décembre 2023



01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, accès aux droits, protection et intégration	4
04 Contexte socio-politique - faits marquant	5
05 L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas	6



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH ciblent certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau et n'ont pas vocation à reporter un panorama exhaustif de l'actualité sur les mobilités internationales.

01 Tendances migratoires

Mouvements transnationaux

Europe: selon [Eurostat](#), plus de 900.000 demandes d'asile ont été déposées dans l'ensemble des États membres de l'UE entre janvier et fin octobre 2023. Une année record : le seuil du million de demandes, jamais atteint depuis 2016, va être dépassé. Les Syriens et les Afghans restent les nationalités les plus représentées, et on assiste à une hausse des demandes en provenance de Turquie, Tunisie, de Libye et d'Algérie.

Remises: Selon le rapport annuel de la Banque Mondiale, on constate en 2023 un ralentissement des transferts de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire; le risque d'une baisse du revenu réel des migrants en 2024, compte tenu de l'inflation mondiale et des faibles perspectives de croissance, est préoccupant. En Afrique c'est le Nigeria qui occupe la première place parmi les pays bénéficiaires des remises, représentant 38% des envois de fonds vers le continent.



[Publication du rapport annuel du Mixed Migration Center](#), qui retrace des événements et développements politiques liés aux migrations mixtes au cours de l'année dans le monde.



Publication du Mixed Migration Center sur ["les enfants et les jeunes dans les migrations mixtes"](#). L'annexe rassemble toutes les publications de recherche du MMC sur cette thématique.

02 Contrôle et gestion des frontières

Coopération & gouvernance

Italie/Albanie: le [partenariat entre les deux pays visant l'externalisation des demandes d'asile](#) a finalement été suspendu par la Cour Constitutionnelle albanaise. L'accord prévoyait d'envoyer une partie des demandeurs d'asile secourus en Méditerranée centrale (30.000 personnes sur une année) vers l'Albanie, non membre de l'UE. La présidente de l'UE, Ursula von der Leyen, avait estimé qu'il "s'agissait d'un exemple de réflexion originale, basée sur un partage équitable des responsabilités avec les pays tiers".

Pacte migration et asile: Après trois années de négociations, les eurodéputés et les représentants des 27 États membres, réunis en huis clos, ont trouvé le 20 décembre un accord sur la réforme du système migratoire européen. Le texte est salué par des responsables européens, mais [vivement critiqué par les défenseurs des droits humains](#). Le [texte aborde notamment](#): le mécanisme de solidarité obligatoire entre pays membres (via des programmes de relocalisations ou en apportant un soutien financier.); la gestion de situations de « crise » et de « force majeure », destinée à organiser une réponse en cas d'afflux massif de migrants dans un État de l'UE (prévoyant un régime dérogatoire moins protecteur que les procédures habituelle ; ainsi que le "filtrage" des migrants à leur arrivée aux frontières de l'UE (contrôle d'identité, contrôles sécuritaires et sanitaires, relevé d'empreintes) et une "procédure à la frontière" pour ceux qui sont statistiquement les moins susceptibles d'obtenir l'asile. [Caritas Europa](#) craint que ce nouveau pacte européen "n'érode l'accès à l'asile [...] et que

le nouveau mécanisme de solidarité flexible ne compense pas la responsabilité accrue qui incombe aux pays de l'UE". Le texte doit encore être soumis aux États membres et au Parlement européen, avant ratification définitive.

UE/lutte contre le trafic: Suite à la conférence internationale sur une alliance mondiale pour lutter contre le trafic de migrants qui s'est tenue fin novembre à Bruxelles, le [Mixed Migration Center](#), basés sur plus d'une décennie de collecte de données et de recherche [revient sur ses messages clés concernant le trafic de migrants.](#):

(1) l'importance d'avoir une vision équilibrée et nuancée des passeurs et du trafic d'êtres humains, qui implique de nombreux profils et rôles différents.

(2) La nécessité d'approfondir les enquêtes visant le rôle que jouent les représentants de l'État en permettant aux passeurs d'opérer en toute impunité, ainsi que leur implication et leur collusion dans la perpétration d'abus à l'encontre des réfugiés et des migrants,

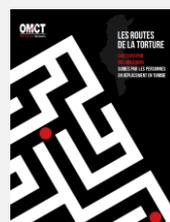
(3) Le discours simpliste de la "guerre contre le trafic" ignore la complexité inhérente au trafic et conduit à des réseaux criminels potentiellement moins nombreux mais mieux organisés et à des réponses politiques de plus en plus criminalisées à la migration irrégulière

(4) la traite et le trafic d'êtres humains sont des phénomènes qui ne doivent pas être confondus, tout en reconnaissant les frontières parfois floues qui les séparent,

(5) Le rôle des passeurs, qui encouragent et alimentent la migration irrégulière, est surestimé dans le discours public et politique.

Surveillance, refoulements

Tunisie: les autorités tunisiennes ont déclaré [avoir interceptées près de 70.000 personnes](#) qui tentaient de traverser la Méditerranée vers l'Italie en 2023, soit le double de l'année précédente. Sur ce total, 77,5% (54.224) étaient ressortissant.e.s d'Afrique subsaharienne, et le reste des Tunisien.ne.s (15.739). Les accusations de renvoi de nombreuses personnes aux frontières algérienne et libyenne, juste après leur interception en mer, se poursuivent.



[Rapport "Les routes de la torture"](#), par l'Organisation mondiale contre la torture, qui met en exergue les violences commises contre les migrants en Tunisie durant l'année 2023.

Maroc: la nuit du 31 décembre, quelques [1.100 personnes ont été interpellées dans le nord du pays](#) aux abords des villes de Nador, M'diq et Fnideq lors de plusieurs opérations de contrôle des frontières par l'armée et les forces de l'ordre marocaines.

Quelques semaines plus tôt, une [réunion du comité mixte Maroc-Frontex](#) s'est tenue à Rabat pour évoquer la coopération et l'interdépendance entre le pays maghrébin et l'agence européenne. Le rôle pivot du Maroc, "partenaire stratégique" en matière de lutte contre la criminalité transfrontalière, a une fois de plus été souligné. Il s'agit du premier déplacement hors espace Schengen du nouveau directeur exécutif de l'agence depuis sa nomination.

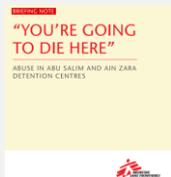
Frontex: Une [enquête de Lighthouse reports](#) a montré comment l'agence européenne, ainsi que les autorités maltaises, ont

systématiquement fourni les informations de navigation des navires pour le transport des migrants et des demandeurs d'asile à un navire exploité par la milice Tareq Bin Zeyad (TBZ), "liée à la Russie, à la traite des êtres humains, aux crimes de guerre et à la contrebande". Ce navire se charge d'intercepter les embarcations et de les ramener vers la Libye.

IA: 110 organisations européennes de la société civile demandent que soit mis [fin à l'expansion d'EURODAC](#), la base de données de l'UE pour l'enregistrement des demandeurs d'asile. Conçue pour collecter et stocker les données des personnes migrantes, EURODAC est, selon les organisations, en train de se transformer en un outil de surveillance étendu et violent qui traitera les personnes en quête de protection comme des suspects de crime. Les empreintes digitales et les images faciales des enfants de 6 ans seront intégrées dans la base de données.

Enfermement / détention / transit

Italie: La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a statué en [faveur de quatre ressortissants ghanéens mineurs détenus dans un établissement italien pour adultes](#) peu après leur arrivée en Europe en mai 2017. L'Italie a donc été jugée coupable de traitement inhumain et dégradant et devra verser 6.500€ à chaque plaignant au titre du préjudice moral et 4.000€ supplémentaires pour les frais de justice.



[Rapport de MSF sur les centres de détention de Abu Salim et Ain Zara](#), dans lequel l'organisation, qui s'est retirée de Tripoli en août dernier, dénonce les violences perpétrées sur les personnes migrantes détenues, par les responsables de ces centres.

Expulsions / retours

Rwanda/RU: Malgré la décision de la Cour suprême de déclarer [illégal le partenariat migratoire entre le Royaume-Uni et le Rwanda](#), selon lequel les demandeurs d'asile arrivés au Royaume-Uni en *small boats* (bateaux pneumatiques) puissent être transférés au Rwanda et que leurs demandes soient évaluées sur place, la collaboration entre les 2 pays continuent. Quelques semaines plus tard, Londres et Kigali ont signé un [nouveau traité, dans lequel](#) les autorités rwandaises se sont engagées à ne pas expulser des personnes vers un pays où leur vie serait menacée. Le 12 décembre, le Parlement britannique a finalement adopté le projet de loi. Le texte doit

maintenant être examiné par la chambre des Lords, avant de revenir à la Chambre des Communes et de recevoir l'assentiment royal.

Allemagne: Le gouvernement allemand a présenté un [projet de loi censé faciliter les expulsions de demandeurs d'asile déboutés](#). La principale mesure est l'allongement de la durée maximale de détention avant expulsion, qui passerait de 10 à 28 jours pour augmenter les chances que les renvois aient effectivement lieu. Actuellement, les expulsions échouent souvent à la dernière minute. Berlin veut également élargir les pouvoirs de la police, en supprimant notamment l'obligation d'informer les

personnes avant leur expulsion, le droit de perquisitionner le domicile de tiers en vue d'établir l'identité d'un migrant, ou encore le droit de fouiller les ordinateurs et les téléphones portables dans le but d'établir l'identité d'une

personne. La loi a été approuvée par la coalition composée du SPD, du parti des Verts et des libéraux du FDP mais pour le camp conservateur, ce projet ne va pas assez loin.

03 Accueil, accès aux droits, protection, intégration

Asile, Séjour

France: rappel sur la [situation des étudiants provenant de différents pays sahéliens](#) avec lesquels la France a suspendu sa coopération ces derniers mois (Burkina Faso, Mali, Niger) et qui ne peuvent plus demander de visa pour poursuivre leurs études à l'étranger, malgré leur admission dans les universités françaises.

FOCUS / France – Loi immigration

Après de nombreux rebondissements, la **nouvelle loi immigration** a finalement été adoptée par l'Assemblée Nationale le 19 décembre et signe un fort durcissement des conditions d'accès au séjour et des conditions de vie pour les personnes étrangères en France. Elle [prévoit notamment des quotas migratoires, la préférence nationale pour les aides sociales ou encore le rétablissement du délit de séjour irrégulier](#). Saluée par l'extrême droite et divisant la majorité présidentielle, cette [loi est fortement contestée](#) par les acteurs de la société civile, partis politiques de gauche, directeurs d'écoles et d'université, qui dénoncent le texte "le plus xénophobe" et le plus "régressif" de ces 40 dernières années. La [Défenseure des Droits](#) "a alerté sur les nombreuses atteintes aux droits et la profonde remise en cause des principes républicains de dignité et d'égalité inscrits dans le texte. Elle déplorait notamment un texte ciblant particulièrement les personnes vulnérables et tendant à renforcer leur précarité". [32 départements gouvernés par des partis de gauche ont déclaré qu'ils n'appliqueraient pas certaines dispositions du texte.](#)

Accueil, protection

France: Face à un afflux record de mineurs isolés dans l'Ain, non loin de la frontière italienne, le département a décidé de [suspendre l'accueil de nouveaux jeunes à partir du 1er décembre 2023](#) pour une période d'au moins 3 mois, faute de capacité d'accueil et d'hébergement. Le dispositif "explose", selon le président du département, qui constate une "accélération croissante" d'arrivées depuis le mois de

septembre. En cause : le maintien de jeunes majeurs dans le dispositif faute de places ailleurs (dans les structures de droit commun), les réorientations depuis les autres départements, et les arrivées directes, c'est-à-dire les jeunes qui se présentent d'eux-mêmes. Les jeunes hébergés sont de nationalité guinéenne, malienne et ivoirienne.

Intégration et accès aux droits

Italie: Chaque année, le gouvernement italien publie un décret dans lequel il annonce le nombre de visas saisonniers/visas de travail disponibles. Ce décret est connu sous le nom de "[Decreto Flussi](#)". Cette année, lors du "click day" (jour du clic), les demandes d'embauche de ressortissants de pays tiers comme travailleurs domestiques et aides-soignants ont dépassé le nombre de places disponibles seulement quatre minutes après le lancement des candidatures. Ce système est critiqué par le secteur associatif, notamment pour la complexité de ses procédures. De plus, souvent, les candidats remplissent déjà les conditions requises en matière d'emploi et de permis de séjour par d'autres voies...

04 Contexte socio-politique - faits marquant

Afrique

Afrique du Nord

Mauritanie: [condamnation de l'ancien président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz](#) (2009-2019) à cinq années d'emprisonnement pour «

enrichissement illicite » et « *blanchiment* ». La cour a ordonné la confiscation de ses biens et prononcé son inéligibilité.

Afrique de l'Ouest

Guinée: suite à [l'incendie meurtrier qui a frappé Conakry le 18 décembre](#), 18 personnes sont mortes et plus de 200 ont été blessées dans l'explosion du principal dépôt de carburant du pays. Une enquête judiciaire pour des faits présumés « *d'incendie volontaire* » a été ouverte pour déterminer les causes du sinistre et tenter d'établir les responsabilités.

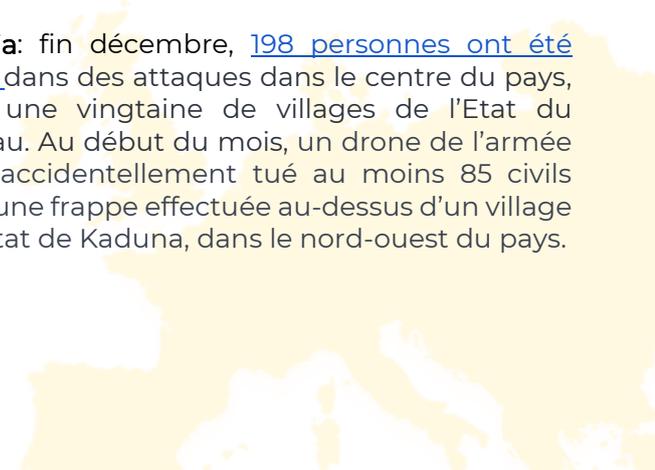
Par ailleurs, dans son discours de fin d'année, le colonel Mamadi Doumbouya, chef du régime militaire, a annoncé [l'organisation d'un référendum constitutionnel en 2024](#), étape vers un retour des civils au pouvoir, plus de deux ans après le coup d'Etat qui a renversé le président Alpha Condé.

Mali: Les [séparatistes touareg ont annoncé avoir instauré un blocus](#) sur les principaux axes du nord du pays allant de la frontière algérienne vers les villes de Ménaka, Kidal, Gao, Tombouctou et Taoudenni, où l'armée avait repris pied les semaines précédentes. Les hostilités avaient repris en août après huit ans d'accalmie entre les belligérants, qui se disputent le contrôle du territoire et [des camps militaires laissés par les casques bleus de la Mission de l'ONU](#). Dans ce contexte, les [relations diplomatiques entre le Mali et l'Algérie se sont fortement détériorées](#), le Mali reprochant à son voisin des « *rencontres récurrentes, aux niveaux les plus élevés en Algérie, avec des personnes connues pour leur hostilité au gouvernement malien* ». Alger avait encadré les accords de paix de 2015 entre le gouvernement malien et les groupes armés du Nord.

Niger: conformément aux instructions du gouvernement, la [France a finalisé le retrait de ses troupes militaires](#) et a également fermé son ambassade à Niamey, fait très rare. [L'Organisation internationale de la francophonie](#) a aussi annoncé la suspension du Niger. Ces dernières semaines, [plusieurs pays ont fait signe de rapprochement avec le Niger](#), notamment le Maroc, le Bénin, l'Allemagne, les [Etats Unis](#)... La [Cédéao](#), après plusieurs mois de rupture totale, semble adopter une approche plus pragmatique dans ses relations avec les nouvelles autorités, en avançant vers un [allègement des sanctions](#) sous certaines conditions. Pour autant, la cour de justice de l'instance régionale africaine continue de réclamer [la remise en liberté « immédiate » de Mohamed Bazoum](#), le président déchu séquestré depuis le mois d'août.

Le Niger, aux côtés du Burkina Faso et quelques mois après le Mali, a [annoncé son retrait du G5 Sahel](#). A sa création, en 2014, pour lutter contre le djihadisme au Sahel, l'organisation était composée du Mali, du Burkina Faso, du Niger, de la Mauritanie et du Tchad.

Nigeria: fin décembre, [198 personnes ont été tuées](#) dans des attaques dans le centre du pays, dans une vingtaine de villages de l'Etat du Plateau. Au début du mois, un drone de l'armée avait accidentellement tué au moins 85 civils dans une frappe effectuée au-dessus d'un village de l'Etat de Kaduna, dans le nord-ouest du pays.



Afrique de l'Est

Soudan: [UNICEF alerte sur la situation des enfants](#) face au conflit qui déchire le pays depuis le mois d'avril. L'escalade des hostilités dans l'État d'Al Jazirah, considéré comme "sûr" jusque-là, aurait contraint au moins 150.000 enfants à quitter leur foyer en moins d'une

semaine. Il s'agit du 10^e État soudanais, sur les 18 que compte le pays, à faire l'objet d'un conflit actif. Depuis le déclenchement du conflit, près de 500 000 personnes ont rejoint l'État. Sa capitale, Wad Madani, accueille 90;000 personnes réfugiées.

Afrique Centrale

RDC: [victoire du Président sortant Félix Antoine Tshisekedi](#) pour un second mandat (à plus de 73% des voix). Cette réélection est contestée par l'opposition, qui avait notamment accusé le Président d'avoir abusé des moyens de l'Etat pour sillonner le pays en avion, distribuer des prébendes aux électeurs et accaparer les médias. Elle dénonce aussi de nombreux [dysfonctionnements pendant le scrutin](#). L'accès aux urnes pour [plus d'un demi-million de personnes déplacées de l'Est du pays](#) a été

extrêmement compliqué. L'un des plus gros défis à relever pour ce nouveau mandat présidentiel est justement la [stabilisation de l'Est du pays](#).

Tchad: A l'issue d'un [référendum](#) que l'opposition avait appelé à boycotter et dont elle conteste les résultats, les Tchadiens ont approuvé à 86 % le projet de nouvelle Constitution qui leur était soumis par la junte militaire, au pouvoir depuis deux ans et demi.

Environnement

COP 28: lors de la 28^e conférence de la Convention des Nations unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Dubaï la première quinzaine de décembre, le [continent africain n'a pas été entendu comme espéré](#). Alors que l'essentiel des discussions a porté sur les énergies fossiles, la priorité de l'Afrique concerne les stratégies d'adaptation au changement climatique et les moyens financiers à y associer. En 2022, l'Afrique n'a reçu que 15 à 30 % des capitaux nécessaires pour couvrir ses besoins en matière d'adaptation, selon la Banque africaine de développement. Les pays africains ont aussi rappelé leur refus de ne pouvoir utiliser leurs ressources naturelles alors que la moitié de leur population reste privée d'accès à l'énergie. Près d'une quinzaine de pays africains sont des

producteurs ou de futurs producteurs de gaz et de pétrole.

Soudan du Sud: dans le nord du pays, depuis 2021, la capitale de l'Etat d'Unité et ses alentours, qui accueillent 230 000 déplacés, ont été frappés par des [inondations sans précédent](#). Villages, forêts, terres agricoles et troupeaux ont été engloutis en quelques jours. L'eau ne s'est jamais complètement retirée. Figurant parmi les cinq pays au monde les plus vulnérables face au changement climatique selon l'ONU, le Soudan du Sud fait face, depuis quatre ans, à des inondations à répétition. Ces inondations se doublent de périodes de sécheresse de plus en plus ravageuses.

05 L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas

Plusieurs nouveaux articles à consulter sur la page internet du RAEMH !

Retour de mission de nos collègues de Mauritanie au Sénégal [ici](#),

Un article sur la route migratoire entre le Sénégal et les Canaries [ici](#),

Notre communiqué conjoint avec Caritas Internationalis à l'occasion de la journée mondiale des migrants [ici](#).